

**Discours inaugural du séminaire du LADIREP**  
**30 octobre 2015**  
**Michèle Duvivier Pierre-Louis**

Je remercie le Laboratoire Langages, Discours, Représentations (LADIREP) de la Faculté d'Ethnologie de l'Université d'Etat d'Haïti de m'avoir invitée à prendre la parole à cette cérémonie de lancement des travaux du séminaire 2015-2016 dans les axes privilégiés par ses enseignants-chercheurs. Un merci spécial à son Directeur, Jhon Picard Byron, qui n'a pas accepté que je me dérobe à cet exercice pour le moins périlleux, et qui un mois à l'avance, a tenu à ce que je propose le sujet de ma communication.

J'ai intitulé mon intervention « (Re)problématiser les champs scientifiques en Haïti ? » Et le point d'interrogation a toute sa raison d'être car il s'agit de questionner où nous en sommes aujourd'hui dans le débat essentiel sur l'avenir de la science et de la recherche dans notre société. A la lecture du dossier scientifique du LADIREP mis à jour le 19 septembre dernier, j'ai été confortée dans l'idée que le pays était pour la première fois confronté à un fait tout à fait inédit. De nouveaux laboratoires de recherches s'instituaient au sein de l'université haïtienne, et ce phénomène semblait découler tout naturellement de la disponibilité dans le champ académique d'un nombre jamais atteint jusqu'ici de docteurs et de doctorants, toutes disciplines confondues.

Au sein du seul LADIREP, j'ai compté 10 docteurs et 11 doctorants hormis les membres adjoints et les membres associés. La tendance se confirme et s'étend à d'autres institutions d'enseignement supérieur. Le corollaire serait que le mouvement inverse se vérifie également, c'est-à-dire, que l'existence de laboratoires stimule la poussée vers les études doctorales, les possibilités de recherche et d'enseignement étant aujourd'hui bien plus établies. Ceci d'autant qu'il existe un collège doctoral dont le conseil scientifique est habilité à sanctionner les travaux des chercheurs et légitimer l'existence des laboratoires, comme ce fut le cas pour le LADIREP.

Mais, ce simple constat quoiqu'édifiant méritait d'être corroboré par des informations plus soutenues. J'ai voulu en savoir plus et prendre la mesure de cette tendance dans le temps. J'ai donc demandé au Recteur de l'Université d'Etat d'Haïti de me fournir les statistiques sur le nombre d'étudiants ayant obtenus des diplômes de troisième cycle au cours des vingt dernières années. La même requête fut faite à un membre du conseil de direction de l'Ecole normale supérieure.

Malheureusement je n'ai pas eu les chiffres. Dommage. Ceci est peut-être un symptôme du peu de cas que l'on fait des statistiques même au niveau des instances dirigeantes de l'UEH. Car il aurait été intéressant de voir, en regard des données démographiques globales, si le nombre de docteurs se mesure en valeur absolue ou relative. Vérifier si le ratio entre cette population-cible et le nombre total d'habitants aurait grandement fluctué. N'empêche que le nombre compte, et dès lors ne faut-il pas chercher à déduire du sens de cette nouvelle situation? Tenter de cerner dans quelle dynamique se positionnent ces nouveaux diplômés, et statuer sur la place qui est désormais attribuée à la recherche scientifique dans notre pays ? Quel dépassement peut-on envisager compte tenu des difficultés des siècles derniers à faire émerger une culture vraiment scientifique qui s'inscrive dans la durée ?

Pour cela, je suis remontée dans le temps en commençant par revisiter l'importante étude de James E. McClellan III, *Colonialism & Science, Saint Domingue in the Old Regime*, (*Colonialisme et science, Saint Domingue dans l'ancien régime*), dans son édition de 2010 préfacée par Vertus Saint-Louis.<sup>1</sup>

McClellan nous offre un décompte historique du rôle joué par la science et la technique dans la colonie la plus riche de la France, Saint Domingue, pour consolider le régime colonial et tirer des avantages pour la métropole. Dans le même temps, il nous montre comment la colonisation a, par là même, considérablement stimulé et enrichi le développement de la science, au service du pouvoir et de ses institutions.

L'auteur commence sa narration en situant le contexte démographique, économique et social de la colonie. En dépit du fait qu'il s'agissait d'un quart d'île éloigné de la France, « en 1780 à la pointe de la production, Saint Domingue était la plus riche et la plus profitable colonie au monde... pour le café et le sucre... Déjà en 1776, la seule Saint Domingue produisait plus de richesse que toutes les colonies de l'empire espagnol dans les Amériques» (2). En 1790, les esclaves représentaient 89% de la population, dont le travail coercitif gratuit et sous haute surveillance militaire garantissait le rôle lucratif de la colonie et de sa métropole en produisant près de 50% du sucre mondial.

Cette société basée sur l'économie de la plantation et le commerce international, était racialement ségréguée, largement rurale, la population urbaine à dominante blanche ne représentant que 8% du total des habitants de la colonie.

C'est dans ce contexte ouvert aux expérimentations de toutes sortes que la science européenne débarquait dès le milieu du 18<sup>ème</sup> siècle, participant de plein gré à l'essor de la colonie. Saint Domingue figurait parmi les centres scientifiques les plus en vue de l'Europe. Science et colonialisme se sont dès lors agrégés pour transformer le monde. Et dans ce siècle des Lumières, la science n'était déjà pas comprise comme une entité intellectuelle et sociale monolithique. Elle était plutôt vue comme un complexe dynamique d'idées, au service d'Etats, d'institutions, d'individus, de groupes sociaux personnifiant le savoir à différents niveaux et l'étendant à des connexions et des ramifications par delà les mers.

C'est ainsi que naturalistes, médecins et pharmaciens, botanistes, astronomes, démographes firent le voyage dans la colonie pour étudier la faune, la flore, les maladies tropicales, l'eau, la mer, les côtes, le ciel, la population, la nature en général, et même la linguistique. Qu'on se rappelle que la proclamation générale de Sonthonax libérant les esclaves en août 1793 avait été écrite et prononcée en créole. Pour ces chercheurs ils ne s'agissait pas nécessairement de faire avancer la science pure, mais de la mettre au service des intérêts du pouvoir colonial. A ce compte, la science et l'organisation du savoir ont fait partie intégrante du processus de colonisation dès ses débuts.

Chapitre après chapitre, McClellan nous donne à voir avec force documentation les champs d'application de cette science sans laquelle la métropole semblait ne pas pouvoir évoluer. Dans le chapitre intitulé « Population et sociologie » il passe en revue les relations entre les différents groupes sociaux, tout en cherchant à identifier leur provenance, leurs interactions, leurs préjugés, les règlements institués par les Edits du roi, les relations de pouvoir, etc. Il va jusqu'à nous apprendre que les Acadiens du Canada français et une

---

<sup>1</sup> McCLELLAN, James E. III, *Colonialism & Science Saint Domingue in the Old Regime*, The University of Chicago Press, Chicago and London, 2010. (Première publication, 1992)

étrange colonie d'Allemands ont constitué les deux groupes les plus exotiques dans la sociologie de Saint-Domingue. Ces deux groupes arrivèrent presque en même temps, en 1764, suite à des circonstances également dramatiques. Les Anglais avaient déporté vers les Etats-Unis 12 000 Acadiens après la guerre de 7 ans et environ 400 s'arrêtèrent à Saint Domingue sur le chemin et y restèrent. Quant aux Allemands, ils avaient été recrutés par la France pour faire partie de l'expédition de 1763 qui devait coloniser Kourou en Guyane française. L'expédition fut un échec et plus de 2500 survivants s'installèrent à Saint Domingue.

Les Acadiens ne survécurent pas aux mauvaises conditions de vie. Quelques uns s'échappèrent et furent à la Nouvelle Orléans. Les Allemands s'établirent à Bombardopolis et y prospérèrent jusqu'à la révolution.

D'autres chapitres traitent de l'économie et de l'industrie, du contexte urbain, de la météorologie et de la science populaire, de la science et de la franc-maçonnerie, de la médecine...etc.

Je peux citer à titre d'exemple les travaux de Jean-Baptiste Dazille qui passa deux décades dans la colonie à étudier le comportement des esclaves. Médecin de profession il publia en 1776 « Observations sur les Maladies des Nègres », la première étude du genre qui fut hautement saluée par les autorités coloniales. Son argument ne laisse aucun doute sur ses motivations : « L'utilisation d'esclaves est le moyen le plus important et le plus fondamental pour la prospérité d'une colonie, et la survie de ces malheureux infortunés est ce qui la rend effective. Etre préoccupé par la santé des esclaves c'est rendre service d'abord aux colons, ensuite au commerce de la nation en général, et en fin de compte à la prospérité de l'Etat. » (141).

De même l'inoculation à moindre coût a protégé et préservé le capital et la propriété des colons. L'inoculation a renforcé le système esclavagiste à Saint Domingue et fourni un modèle pour l'utilité sociale de la science et de la médecine.

Mais toutes ces expériences démontraient en finale une grande capacité de transgression de l'éthique scientifique élémentaire, et l'exemple le plus cruel a été celui de l'utilisation du poison à des fins dites d'expérimentation scientifique. La peur du poison a dominé la vie coloniale, surtout après l'affaire Macandal en 1757. Charles Arthaud, médecin du roi (beau-frère de Moreau de St Méry et membre du Cercle des Philadelphes) a lui-même conduit un certain nombre d'études sur les effets des poisons et concoctions utilisés par les esclaves en prenant des esclaves mêmes comme cobayes (146). Il faut lire sur ce sujet, le livre de Caroline Oudin-Bastide, *L'effroi et la terreur, esclavage, poison et sorcellerie aux Antilles*.<sup>2</sup>

McClellan nous apprend également que le développement de la science à Saint Domingue a donné lieu à des rivalités entre des structures de pouvoir instituées dans la colonie et ayant des intérêts divergents vis-à-vis de la métropole, tout ceci dans un climat d'exploitation sauvage et de renforcement à outrance du système esclavagiste. Même lorsque la colonie était en plein essor économique et que de nombreuses expériences scientifiques y avait cours, le pouvoir en métropole tenait à s'en assurer le contrôle et limitait autant que possible le progrès des sciences, des arts et métiers dont les résultats devaient, de son point

---

<sup>2</sup> OUDIN-BASTIDE, Caroline, *L'effroi et la terreur, Esclavage, poison et sorcellerie aux Antilles*, La Découverte, Les empêcheurs de penser en rond, 2013.

de vue, demeurer le privilège exclusif de la France, presque autant que le privilège commercial.

Jusqu'à l'insurrection générale des esclaves en 1791 et la guerre qui s'en suivit quelques onze ans plus tard pour aboutir à la proclamation de l'indépendance d'Haïti en janvier 1804.

Qu'allait-il se passer à partir de cette date où venait de s'effectuer une rupture brutale avec l'ordre ancien ? Quelle place la science et la technique allaient-elles occuper dans le nouvel Etat et dans la société qui se réorganisait selon une nouvelle hiérarchie ? Etait-il possible de subvertir le modèle scientifique qui était à l'œuvre dans la colonie et le mettre au service de l'Etat, de l'éducation et de la production de richesses dans l'intérêt général ? Nos chefs étaient-ils capables de penser l'Etat ? Ne se voyaient-ils pas plutôt comme des chefs, étant l'incarnation d'un pouvoir personnel plutôt que celui de l'intérêt de la collectivité nouvellement créée ?

Dans la préface du livre, Vertus Saint Louis avance que les questions soulevées par McClellan, devraient intéresser tout un chacun, particulièrement les citoyens des ex-colonies, pays nominalement indépendants dit-il, pour qu'ils comprennent les liens qui existent entre société, science et pouvoir de l'Etat. Le constat qu'il fait est que ces ex-colonisés tout en dénonçant l'oppression réelle exercée par les puissances européennes ne s'attachent pourtant qu'aux intérêts et rivalités politiques dans leur pays, et ne voient toujours pas le rôle que doit jouer la science dans le développement de la production et des échanges, et dans la construction du lien social.

Dans un autre texte publié dans la revue *Chemins Critiques* en 2001<sup>3</sup>, Vertus Saint-Louis va beaucoup plus loin dans ses propos, et son analyse porte la critique en ciblant une nouvelle fois les relations entre science et pouvoir. « En 1804, écrit-il, Haïti se propose d'être un État sans colonie, sans esclavage et sans discrimination à l'égard des nègres. Cependant l'activité est centrée sur la terre, qu'il s'agisse des chefs militaires, qu'il s'agisse des cultivateurs... Les colons qui avaient un certain savoir s'en iront au cours de la révolution. Ainsi, au lendemain de 1804, Haïti se trouve coupée des courants de recherches qui continuent de se développer en Europe. Or, à l'époque même de l'abolition de l'esclavage commencent à se faire sentir les effets de problèmes liés à la science. »

Et il cite en exemple : « Les chefs ont décidé que la valeur de la production sur les habitations serait partagée en quatre portions égales, dont une serait réservée au cultivateur. A l'époque de l'esclavage, le profit était de 8 à 15% ; au-dessous de 8% de profit annuel, l'habitation était en déficit. Si maintenant le cultivateur a un quart, il faut une certaine augmentation de la productivité du travail pour assurer la survie des habitations. Cette productivité exige des améliorations technologiques. Nos chefs n'y ont pas pensé. Ils se sont reposés seulement sur la contrainte physique exercée sur les cultivateurs. Ils ont échoué.»

Et il continue : « La montée des sciences en tout genre en Europe à partir du XVIIe siècle n'est-elle pas liée à celle du capitalisme ? Ensuite les sciences de la vie en tant que sciences naturelles et surtout les sciences de l'homme ont dû s'interroger sur leur méthodologie, leur modèle de vérité, leur statut de connaissance par rapport aux sciences de la nature et aux

---

<sup>3</sup> **Chemins Critiques**, revue haïtiano-caraïbéenne, vol. V, No. 1, janvier 2001, Vertus Saint-Louis, *Connaissance de la nature et écriture de l'histoire (De Saint-Domingue à Haïti)*, pp.127-151.

mathématiques. Alors, quel avenir pour l'histoire et les sciences de l'homme, en général, dans une société née dépendante du capitalisme international et dans laquelle ne se développe pas la connaissance de la nature ? Il est difficile voire impossible de saisir certains aspects de la réalité historique en Haïti quand on pense et agit comme si l'esclavage était le principal pilier du système à l'intérieur de Saint-Domingue, sans considérer que le commerce maritime en était l'organisateur, que la maîtrise de la mer et la science qu'elle implique étaient les éléments premiers du système de domination des Européens. D'où une source de faiblesse du discours historique patriotique qui tend à relayer celui des chefs, fiers, avec raison, d'avoir obtenu la cessation de l'ancien esclavage, mais limités dans leurs raisonnements et moyens pour mettre fin au contrôle des grandes puissances sur Haïti. »

Vertus Saint Louis adopte un positionnement radicalement différent de celui qui a dominé presque toute l'historiographie haïtienne, et ses arguments sont soutenus par une impressionnante documentation. N'empêche qu'un certain nombre de questions se posent toujours: quels étaient les possibilités pour les premières générations d'Haïtiens et d'Haïtiennes qui ont fait l'Indépendance de se saisir de la complexité des phénomènes dont ils héritaient à la suite d'une guerre qui aboutit à la création d'un État militaire conduit par d'anciens esclaves et d'anciens libres en pleine rivalité dans la lutte pour le pouvoir ? Quelle compréhension pouvaient-ils avoir du rôle de la science et de la technique dans le régime colonial qu'ils venaient de détruire ? Quels legs vont-ils laisser en termes de production scientifique à ceux qui allaient leur succéder ?

J'emprunte à Georges Anglade le paradigme générationnel qu'il utilise en qualité de géographe comme outil d'intelligibilité de la dynamique sociale et politique du pays. Ainsi il qualifie « tous ceux qui sont nés avant 1804 comme la première génération. C'est un point de départ obligé que l'Indépendance. Ensuite autour de 1810, de 1840 et de 1870, naissent la deuxième, la troisième et la quatrième génération du dix-neuvième siècle. La cinquième naît entre 1900 et 1915 et donne trente ans après entre 1930 et 1945 à la sixième génération. Il y a certes un flux continu de naissances et de décès, et des inter-génération, mais ce sont les grandes crises sociales et politiques qui donnent le rythme trentenaire à cette histoire, le temps pour les fils de remplacer les pères ». <sup>4</sup>

Ce qui m'intéresse ici c'est de tenter un survol de la production « scientifique » de ces générations, de cerner des éléments de contexte, et de voir dans quelle mesure il y a eu rupture. Il s'agit de relever des tendances, de caractériser des contenus, de déterminer si il s'agit de tentatives individuelles et isolées, d'œuvres collectives, et naturellement d'établir les liens avec le pouvoir et avec l'étranger.

Or, en parcourant les documents de l'époque, en relisant les ouvrages bibliographiques de Ulrick Duvivier « Bibliographie Générale et méthodique d'Haïti », celle de Max Bissainthe qui a suivi et s'en est inspiré, et plein d'autres ouvrages de référence, on peut se rendre compte que la majorité des études publiées dans la première moitié du 19<sup>ème</sup> siècle par des Haïtiens concernent principalement l'histoire, le droit et la médecine.

En histoire, il est impossible de passer sous silence les travaux de Madiou, de Ardouin, de Joseph Rémi etc. Mais comme l'a signalé H. Pauléus Sannon « Les sources de l'Histoire d'Haïti, et j'entends aussi bien les sources imprimées que les sources manuscrites ont ceci de particulier qu'elles sont dispersées dans les Bibliothèques et les Archives publiques de

---

<sup>4</sup> LÉVY, Joseph J. *Entretiens avec Georges Anglade, L'espace d'une génération*, Liber de voix vive, Montréal, 2004, p. 10.

l'étranger. La plus importante collection d'anciens périodiques haïtiens que j'ai encore vue se trouve à la Bibliothèque Nationale de Paris.

On voit par là qu'il est quasi impossible d'écrire l'Histoire d'Haïti sans sortir d'Haïti... Alexis Beaubrun Ardouin n'aurait pas pu nous donner ses onze tomes d'Etudes sur l'Histoire d'Haïti sans le long séjour qu'il fit à Paris. Saint Rémy des Cayes a composé sa *Vie de Toussaint Louverture* et son *Pétion et Haïti* et ses autres travaux historiques en utilisant pendant ses années d'exil en France les dépôts d'Archives qui se sont trouvés ainsi à portée de sa main. Seul Thomas Madiou a écrit, sans sortir du pays, les trois tomes de son Histoire édités à l'Imprimerie T. Bouchereau à Port-au-Prince. Mais il avait recueilli et complété par les récits des survivants de la Guerre de l'Indépendance, les documents amassés par son père. Rien ne prouve d'ailleurs que lui Madiou fils, qui avait fait ses études en France, n'eût pas à s'y livrer à des recherches préalablement à la publication de son ouvrage. »<sup>5</sup>

Il en est de même dans les autres domaines. En sciences naturelles, botanique, zoologie, géologie, ornithologie, entomologie, la majorité des études publiées dans ce domaine l'a été par des étrangers ou alors quelques rares Haïtiens tels un Eugène Nau ou un Victor Dulciné Jean-Louis, qui eux aussi ont publié en France. En médecine également, les travaux d'un Louis Joseph Janvier, Rosalvo Bobo, Camille, Audain, Destouches, Jeanty, et plein d'autres éminents médecins relèvent de la même démarche, textes ou thèses isolés généralement publiés en France. Je pourrais prendre plein d'autres exemples dans le domaine juridique et religieux.

Et il en sera de même pour la quatrième génération, celle de la fin du 19<sup>ème</sup> siècle. Les œuvres de l'époque, bien qu'ayant des caractéristiques scientifiques indéniables lorsque l'on pense aux travaux d'un Anténor Firmin, d'un François Denis Légitime, Duverneau Trouillot, J. Catts Pressoir, Benito Sylvain, Hannibal Price, et d'un Demesvar Deslorme restent et demeurent des travaux individuels isolés. Comme Janvier et Firmin qui sont de grandes figures de l'intelligentsia haïtienne, Deslorme mérite sans doute d'être mieux connu. L'auteur des *Théoriciens au pouvoir* fut nommé secrétaire de la Mission Labonté-Sauveur Faubert, en Espagne, et connu à cette époque à Paris, Lamartine, Victor Hugo et Dumas qui l'honorèrent de leur estime. A son retour il fut nommé membre de la commission de l'instruction publique du Cap et seconda activement le ministre Elie Dubois dans le département du nord. Député du Cap, ministre sous Salnave des relations extérieures, de l'instruction publique et des cultes, de l'intérieur et de l'agriculture. Rédacteur du journal *Le Moniteur*, correspondant de la section des études japonaises, chinoises et indochinoises de la société d'ethnographie de Paris. Membre de la société berlinoise d'anthropologie, d'ethnologie et de préhistoire. Ministre résident en Allemagne, accrédité au Vatican. Il meurt à Paris dans la solitude et le dénuement, le 25 décembre 1901.

Le profil de ces intellectuels est indéniablement remarquable, comme le sera celui de beaucoup d'autres au tournant du siècle dernier. Et il nous reste à avoir une meilleure connaissance de leurs travaux. Mais ce qui retient ici notre attention c'est la déconnexion qui existe entre leur itinéraire personnel tout à fait exceptionnel, et la difficulté voire même l'incapacité d'influencer valablement la société et l'Etat en y introduisant des valeurs et des normes scientifiques. D'autant que la grande partie de ces travaux et publications ont été faits en réponse à la vision qu'Européens et Américains avaient des Haïtiens et d'Haïti à l'époque, et aux propos racistes qu'ils entretenaient à notre égard.

---

<sup>5</sup> DUVIVIER, Ulrick, *Bibliographie Générale et Méthodique d'Haïti*, Tome I, Imprimerie de l'Etat, Port-au-Prince, Haïti, 1941, Préface de H. Pauléus Sannon, pp. vii-viii.

Et il en sera de même lors de la « grande blessure » que sera l'occupation américaine de 1915-1934 qui verra apparaître les écrivains de la cinquième génération tels que Jean Price-Mars et ses travaux sur l'ethnographie, l'histoire, la société, Georges Sylvain sur l'occupation américaine et la littérature, Etzer Vilaire également, Jacques Roumain sur l'ethnobotanique, la politique, la littérature, Suzanne Comhaire-Sylvain sur le créole, etc. Ils auront tous une influence sur la génération de l'après-occupation et de l'après deuxième guerre mondiale. En dénonçant ce que Price-Mars a appelé le « bovarysme de l'élite haïtienne », ils se sont attachés à réhabiliter l'Afrique, la paysannerie, le créole, le folklore, et à « dédramatiser » le vodou. Sans rien enlever à la valeur de certains de ces travaux, ne nous ont-ils pas également conduit à une surenchère du social, de la question de couleur, de l'indigénisme d'une part, de la vulgate marxiste de l'autre, avec pour conséquence l'utilisation qu'en a fait Duvalier pour asseoir son régime obscurantiste et répressif et causer ainsi la grande cassure générationnelle que l'on a connu dans les années 1960-1980 ? L'exil, les assassinats, emprisonnements, disparitions de cette génération coïncident avec une demande populaire d'éducation qui devant la faiblesse de l'offre scolaire publique va reconfigurer la sociologie de la population estudiantine du pays avec les résultats que l'on connaît.

Et c'est bien la sixième génération qui va en subir les conséquences, cette génération qui se constitue au moment où la France reprend ses relations avec Haïti après la seconde guerre mondiale et crée l'Institut français d'Haïti. Mais c'est aussi en ces temps que l'Ecole normale supérieure voit le jour sous la houlette d'Emile Saint-Lot et de Pradel Pompilus et va se constituer en foyer de connaissance pour cette génération là. En plus, à la même époque, tout une série d'anthropologues, de linguistes, de géographes, de sociologues français (et quelques américains avant eux, Harold Courlander, Melville Herskovits) débarquent au pays et vont influencer les recherches sur le vodou, le créole, le paysan, les villes, les régions, etc. Alfred Métraux, Pierre Mabilie, Michel Leiris, Auguste Viatte, Paul Moral, Jacques Barros, Odette Meynesson, etc. seront les pionniers auxquels se joindront des intellectuels haïtiens.

C'est aussi l'heure de la première expérience de développement intégré sous l'égide de l'UNESCO nouvellement créée, qui se tiendra à Marbial près de Jacmel dans laquelle Métraux, Mangonès, les sœurs Sylvain et des experts étrangers, etc. s'engageront. Malheureusement l'expérience se soldera par un échec lamentable.

Quelques années plus tard la France en collaboration avec la Faculté d'Agronomie et le Ministère de l'agriculture créera le projet de Salagnac sur le plateau de Rochelois au-dessus de Miragoâne, et la somme de cette expérience donnera lieu à une publication « *Paysans systèmes et crise* » qui reste sans doute la meilleure analyse scientifique de la problématique de l'agriculture paysanne dans le pays. Et dans d'autres champs, il est important de prendre en compte les travaux de Roger Gaillard, de Vertus Saint-Louis, de Georges Anglade, Michel Rolf Trouillot, de Laënnec Hurbon, pour ne citer que quelques uns, en étudier le cadre scientifique, les références avec l'état de la question ici et ailleurs, car ils ont tous été liés à des milieux universitaires ou des centres de recherches français et américains pour la plupart, auxquels il faut bien-sûr ajouter tous les académiques étrangers qui eux-mêmes ont fait d'Haïti un important laboratoire de recherches.

Alors que la sixième génération poussée par l'exil produira surtout en diaspora, et il faudra bien un jour étudier la production scientifique de nos intellectuels en terre étrangère, on en arrive à la septième génération. Celle à qui est légué tout cet héritage et qui devra en faire le tri en « reproblématisant » les champs scientifiques.

Cette génération (et celles qui suivront) devra sans doute tenir compte de la double distance, et de la déconnexion dont j'ai déjà parlé, entre les travaux à caractère scientifique et l'évolution de la société en général. D'une part, celle révélée par l'incapacité de régénérer l'enseignement scolaire et universitaire dans son ensemble en y introduisant les problématiques et les résultats de travaux entrepris par des intellectuels isolés ou des groupes de chercheurs, et porter ainsi plus loin l'analyse et le débat scientifique en lui donnant l'ouverture internationale nécessaire à son épanouissement. Et on comprend bien qu'il s'agit là principalement d'une responsabilité de l'Etat, mais pas seulement. Et d'autre part, en corollaire, celle qui devra permettre d'identifier et de surmonter l'obstacle qui bloque la concrétisation du rêve (peut-être quelque peu toujours chimérique lorsque l'on voit ce qui se passe aujourd'hui!) de Georges Anglade, la « jonction du scientifique et du politique ». Car peut-on continuer à fonctionner dans une société qui nie l'importance de la science dans la production, la construction de l'économie, des villes, de la population, de l'Etat, et qui reconstitue *ad nauseum* les facteurs de blocage qui interdisent toute émancipation ? Qui banalise l'importance de la science dans l'histoire, la géographie, l'anthropologie, condition indispensable à la construction du lien social ?

Il y aurait donc un vide. Et c'est ce vide que des laboratoires tels que le LADIREP seraient appelés à commencer à combler, bénéficiant de la présence et de la disponibilité de tous ces docteurs et doctorants qui quoiqu'ayant obtenus leurs diplômes de troisième cycle dans des universités étrangères, sont passés pour la plupart dans les mailles d'un système éducatif rétrograde, quel que soit le mérite qu'ont eu et qu'ont encore certaines écoles. Ils en connaissent les lacunes, les déficits, et le peu de cas qui est fait à la science.

Aujourd'hui, en définissant leurs champs de recherches, le paradigme scientifique dans lequel ils s'inscrivent, en créant une émulation misant sur la durée, j'ose espérer qu'ils et elles feront de ces nouveaux laboratoires, pas de simples projets éphémères, mais de vrais centres de recherches face à l'Etat, mais aussi pour l'Etat et la société en général. Pour citer Vertus Saint-Louis une dernière fois, « penser science est une tâche importante pour la réflexion en sciences sociales dans un pays dépendant. »

Subvertir l'esprit scientifique qui s'était associé au régime colonial pour opprimer, le mettre au service de l'Etat et de la société dans une perspective libératrice, un vrai défi ! Cela suppose un saut conceptuel permettant enfin de faire advenir un Etat Haïtien susceptible de s'approprier cet esprit scientifique, en phase avec un milieu académique en pleine expansion et une société en radicale transformation. Il faut y croire, y travailler ; il y va de notre avenir à tous, à toutes.

Je vous remercie.